

Politique extérieure des Etats-Unis : vers un changement de cap ?

Par Bernard Adam, directeur du GRIP

15 décembre 2006

Après la défaite électorale des Républicains le 7 novembre 2006, quelles seront les conséquences sur le cours de la politique extérieure des Etats-Unis ? Si une hirondelle ne fait pas le printemps, certains signes tendent à montrer que des changements pourraient survenir.

Un désastre humain

Tout d'abord, il faut constater que cet échec électorale est lui-même la conséquence de la politique désastreuse menée en Irak par le président Bush et son administration. Le nombre de soldats américains victimes en Irak n'a cessé d'augmenter tout au long de la campagne électorale pour atteindre début novembre le chiffre de 2.800 morts (donc davantage que le nombre de morts du 11 septembre 2001) et de 22.000 blessés.

En ce qui concerne la population civile irakienne, les données publiées par l'ONU indiquaient plus de 3.000 morts par mois. Et le 21 octobre, le très réputé journal médical britannique « The Lancet » publiait une étude estimant que depuis le début de la guerre en mars 2003, 655.000 personnes étaient décédées des causes de la guerre. Contestant ces chiffres, le ministre irakien de la Santé a cependant admis le 9 novembre que le nombre de civils tués depuis mars 2003 était estimé entre 100.000 et 150.000.

Ces chiffres indiquent le degré d'enlèvement et l'échec d'une politique basée sur une méthode illusoire d'usage de la force, prônée par les dirigeants de l'administration américaine proches des « néo-conservateurs ». L'impasse rencontrée par le Président Bush en Irak et son échec électorale du 7 novembre ont permis d'entrevoir certains signes de changement.

Le départ des néo-conservateurs

Le premier signe a été l'annonce de la démission le lendemain des élections du secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, l'artisan de la préparation et de l'entrée en guerre en Irak, avec son adjoint le néo-conservateur Paul

Wolfowitz qui a quitté ce poste en mars 2005 pour devenir président de la Banque mondiale. Ensemble, ils avaient créé un « Office of Special Plans » chargé de contrer les analyses de la CIA jugée incapable d'apporter des preuves sur les menaces irakiennes. C'est ce bureau qui « fabriqua » de toute pièce les éléments sur les armes de destruction massive et les liens entre Al-Qaïda et Bagdad.

Robert Gates, le nouveau secrétaire à la Défense, a annoncé son intention de supprimer ce bureau, dirigé par le néo-conservateur Stephen Cambone, qui a annoncé sa démission le 1er décembre. A part Kenneth Adelman, membre du « Defense Policy Board », un centre d'études stratégiques au Pentagone, il n'y a plus de néo-conservateurs dans l'administration américaine.

Un « réaliste » à la tête du Pentagone

Deuxième signe : le nouveau secrétaire à la Défense, Robert Gates, n'est pas un « faucon » comme son prédécesseur, mais plutôt un « réaliste ». Il a travaillé pendant 27 ans à la CIA, où il a commencé en tant qu'analyste et terminé comme directeur entre 1991 et 1993. Il est membre de l'Aspen Institute, regroupant des « centristes » tant démocrates que républicains, un *think tank* qui a présenté des analyses recommandant que les Etats-Unis repositionnent leurs relations internationales dans un cadre davantage multilatéral et moins militaire.

Le « groupe de stratégie » de l'Aspen Institute est actuellement dirigé par le général Brent Scowcroft, qui plaide pour que les Etats-Unis renouent un dialogue avec l'ONU, et par Joseph Nye, l'inventeur du concept de « soft power » qu'il voudrait que l'Amérique devienne. Enfin, le directeur de l'Aspen Institute, Walter Isaacson, a écrit début décembre un article dans *Times* sur le thème « Why we need to talk to Iran » (Pourquoi nous devons parler avec l'Iran).

Le 5 décembre, devant le Sénat qui a confirmé sa nomination le lendemain à la quasi- unanimité, Robert Gates a reconnu que les Etats-Unis ne sont pas en train de gagner en Irak et qu'il existe un risque de « confrontation régionale ». Sur les autres dossiers chauds dans la région, il a déclaré : « Les conséquences d'un conflit militaire en Iran pourraient être tout à fait dramatiques (...). Nous avons vu que lorsqu'une guerre est lancée, elle devient imprévisible ».

L'ONU, débarrassée de son meilleur ennemi

Un troisième signe est le retrait de John Bolton comme ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies. Il avait été nommé à ce poste par décret présidentiel pendant les vacances parlementaires en août 2005. Cette procédure exceptionnelle avait permis à George Bush de contourner un Sénat (à majorité républicaine) hostile à cette nomination. Proche des néo-conservateurs, John Bolton a été de 2001 à 2005 secrétaire d'Etat adjoint pour les questions de désarmement. Totalement opposé au multilatéralisme, au contrôle des armements et au système des Nations unies, sa présence destructrice à l'ONU a été considérée comme une véritable provocation. Farouche partisan de la guerre en Irak et du concept de guerre préventive, c'est également lui qui plaidait pour des sanctions contre l'Iran et la Corée du Nord, qui a tout mis en œuvre pour faire échouer les discussions à l'ONU sur les armes légères en 2001 et les armes biologiques en 2002, et qui a signé la

même année la lettre indiquant que les Etats-Unis refusaient la Cour pénale internationale. Il sera intéressant de voir qui George Bush nommera à l'ONU en remplacement de John Bolton.

Une nouvelle politique au Moyen-Orient

Quatrième signe : le rapport Baker sur l'Irak. En mars 2006, le Congrès avait constitué une commission spéciale, le « Groupe d'étude sur l'Irak », composée de cinq Républicains et cinq Démocrates, présidée par l'ancien secrétaire d'Etat républicain James Baker et l'ancien député démocrate Lee Hamilton. Le groupe a rencontré 170 personnes, mais ostensiblement aucun néo-conservateur, a travaillé avec 44 experts et 4 centres de recherche et après neuf mois de travail, a publié son rapport le 6 décembre 2006. Intitulé « La marche à suivre. Une nouvelle approche », ce texte a été d'emblée considéré comme « un cinglant constat d'échec de la politique de George Bush et son administration : échec en Irak, au Moyen-Orient et vis-à-vis des Américains »¹. « Nos dirigeants doivent adopter une approche bipartite susceptible de mettre fin de manière raisonnable à ce qui est devenu une guerre longue et coûteuse », écrivent en introduction James Baker et Lee Hamilton. La première phrase de l'« executive summary » est fort pessimiste : « la situation est grave et va en se détériorant ». Les 79 recommandations émises visent à tenter de faire sortir les Américains du bourbier irakien par une tout autre méthode que celle suivie depuis mars 2003 par l'administration américaine. C'est l'opposé des concepts néo-conservateurs qui est proposé : la diplomatie plutôt que la force militaire, le multilatéralisme plutôt que l'unilatéralisme. Un désengagement militaire progressif de l'Irak est proposé, ainsi qu'une coopération avec tous les Etats de la région, y compris par un dialogue avec la Syrie et l'Iran. Mais, ajoute le rapport, il n'y aura pas de stabilité régionale, si on n'inclut pas la recherche d'une solution au conflit israélo-palestinien.

Scepticisme ou optimisme ?

Ce programme propose un changement radical de la politique américaine. Déjà aux Etats-Unis et dans le monde, les sceptiques relèvent qu'il s'agit d'un catalogue de bonnes intentions impossible à mettre en œuvre par le président Bush, qui a défendu jusqu'à présent une politique diamétralement opposée. Il est intéressant de souligner cependant que le nouveau secrétaire à la Défense, Robert Gates, a été l'un des dix membres du groupe Baker-Hamilton et que ses premières déclarations dans ses nouvelles fonctions sont proches des recommandations émises par ses anciens collègues. C'est ainsi que certains observateurs, plus optimistes, considèrent que ces propositions sont la seule voie honorable pour les Américains afin de ne pas s'enliser dans un scénario de type Vietnam. Il s'agit dès lors de trouver une manière de présenter un changement de politique sans que le Président ne perde la face.

Dans les prochains mois et jusqu'à l'élection présidentielle en novembre 2008, nous pourrons observer le degré de capacité de (non-) changement de l'actuelle administration américaine. Il reste à espérer que si l'actuel Président ne suit pas les recommandations du groupe Baker-Hamilton, son successeur,

¹ Le Monde, 8 décembre 2006.

lui, les mettra en œuvre. Ce serait incontestablement un pas non négligeable vers l'amélioration de la sécurité au Moyen-Orient et dans le monde.

© 2006, **GRIP • Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité**
70 Rue de la Consolation, B-1030 Bruxelles - Tél.: +32.2.241 84 20 - Fax : +32.2.245 19 33
Internet : www.grip.org - Courriel : admi@grip.org

La reproduction des informations contenues sur ce site est autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et du nom de l'auteur.

Reproduction of information from this site is authorised, except for commercial purposes, provided the source and the name of the author are acknowledged.